



Traumatisés crâniens – Expertise médicale

Communications orales

CO14-001-f

Le mensonge en neuropsychologie : le concept de « malingering »

X. Seron

Université de Louvain, Bruxelles, Belgique

**Mots clés :** Expertise ; Évaluation médico-légale

Le but de l'évaluation neuropsychologique dans un cadre médico-légal est de savoir si le patient présente une diminution significative de ses capacités cognitives. Les résultats vont être utilisés pour fixer les besoins d'aide financière, sociale ou médicale. L'évaluation cognitive conduit donc à des décisions économiques, et les payeurs (assurances) demandent que cette évaluation fournisse une information crédible sur les troubles cognitifs et leurs conséquences dans la vie du patient. Le neuropsychologue doit également éliminer des déficits liés à des pathologies pré-existantes (démence, troubles d'apprentissage, troubles psychiatriques non liés à l'accident) et il doit identifier l'exagération ou même l'invention des déficits (« malingering »).

Nous présenterons brièvement les différentes méthodes utilisables par le neuropsychologue pour atteindre ces objectifs et nous montrerons qu'il existe des outils puissants pour identifier les patients présentant une exagération de leurs troubles. Cependant, la question de l'intentionnalité incluse dans la définition du « malingering » n'est pas complètement résolue, en particulier pour ce qui concerne les troubles psychiatriques associés. Nous discuterons les difficultés à distinguer le « malingering » de certains troubles somatoformes ou dissociatifs.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.rehab.2014.03.293>

CO14-002-f

Comparaison des systèmes d'indemnisation médico-légale en Europe

E. Guillerrou

UNAFTC, Toulon, France

**Mots clés :** Indemnisation médico-légale

« Le système actuel des droits de l'homme était censé protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées, mais les normes et mécanismes en place n'ont pas réussi à fournir une protection adéquate dans le cas particulier des personnes handicapées. Il est manifestement temps que l'ONU remédie à cette lacune ». (Louise Arbour, commissaire aux droits de l'homme à l'ONU, convention internationale relative aux droits des personnes handicapées). Le 23.12.2010, l'union européenne ratifiait la convention reconnaissant aux personnes handicapées de l'union « la même liberté de choix que les autres citoyens ». Pour satisfaire à

cet impératif juridique, et dans le contexte contraint des finances publiques, le rôle des systèmes assurantiers est de fait devenu fondamental. Il faut donc savoir si, au regard du traité de 2007, le droit du dommage corporel satisfait aux exigences internationales ainsi qu'à la Résolution du Conseil de l'Europe du 14 mars 1975 précisant que la finalité de l'indemnisation est de replacer la victime dans une situation aussi proche que possible de celle qui aurait été la sienne si le fait dommageable ne s'était pas produit. L'exposé traitera ces interrogations en comparant les systèmes d'indemnisation nationaux.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.rehab.2014.03.294>

Communications affichées

P139-f

Syndrome du bébé secoué (SBS), proposition d'une mission d'imputabilité

A. Laurent-Vannier^a, C. Adamsbaum^b, C. Rey-Salmon^c^a Hôpitaux de Saint-Maurice, Saint-Maurice, France^b CHU de Bicêtre, Paris, France^c Unité médico judiciaire, Hôtel Dieu, Paris, France**Mots clés :** Syndrome du bébé secoué ; Traumatisme crânien infligé ; Imputabilité ; Diagnostic ; Datation ; Séquelles ; Indemnisation

Introduction. – L'imputabilité au SBS est une problématique médico-légale cruciale de fait de la forte mortalité et morbidité. Cette étape est déterminante car imputer les faits au secouement permet l'indemnisation des séquelles. Les principales questions sont : y a-t-il eu secouement ? Quand ? Une seule fois ? Quelles seront les séquelles ?

Objectif. – Proposer une mission d'imputabilité afin d'aider les professionnels, médecins ou non (juges, avocats).

Méthode. – La mission a été conçue à partir de notre expérience d'experts judiciaires, d'une étude rétrospective menée sur 112 cas de SBS et 26 aveux mais aussi des critères de secouement, promus par l'HAS, issus d'une audition publique organisée par la SOFMER.

Résultats. – La mission précise les informations cruciales à recueillir comme l'évolution depuis la naissance, la survenue d'un changement de comportement, un éventuel retard aux soins. La compatibilité de l'histoire avec les lésions et l'âge de l'enfant doit être analysé. L'avis nécessaire d'un radiologue pédiatre est stipulé. Le diagnostic est discuté en fonction des critères de la HAS. La datation doit s'appuyer sur l'imagerie mais aussi la clinique.

Discussion/conclusion. – Cette mission devrait permettre un abord plus systématique de la démarche d'imputabilité. Son application sera évaluée.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.rehab.2014.03.295>